

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard - 16 décembre 2024 - 1,50 €

N° 114

Bayrou enfin...

Devenu Premier ministre au même âge que Michel Barnier, François Bayrou ambitionne depuis longtemps les plus hautes fonctions, puisqu'il a été candidat à la présidence de la République en 2002, en 2007 et en 2012. Ministre de l'Éducation nationale sous Édouard Balladur en 1993-1995, il avait été le seul à conserver son poste dans le gouvernement d'Alain Juppé de 1995 à 1997. Hésitant à soutenir Ségolène Royal en 2007, il prend parti pour François Hollande en 2012 et rallie finalement Emmanuel Macron en 2017 après l'avoir qualifié d'« hologramme de très grands intérêts, financiers et autres, qui ne se contentent plus d'avoir le pouvoir économique ». Le nouveau président en fait un éphémère ministre de la Justice, le contraignant, ainsi que sa fidèle Marielle de Sarnez, à démissionner à cause de l'affaire des assistants parlementaires européens travaillant en fait pour son parti, le MoDem. Il restera néanmoins dans la majorité présidentielle, obtenant même en 2020 le haut-commissariat au Plan, poste pour lequel personne ne semble lui chercher un successeur. Son programme aujourd'hui : « la réconciliation nécessaire des Français ».

Après diverses péripéties et relatives prises de distance avec le chef de l'État, il s'est imposé à lui le vendredi 13 décembre au matin, réussissant à le faire



revenir sur sa décision de ne pas l'appeler à Matignon alors qu'il était donné sérieusement favori depuis le retrait de Michel Barnier. On peut donc considérer qu'Emmanuel Macron a cédé, montrant qu'il n'est plus vraiment « le maître des horloges ». De son côté, le nouveau chef de gouvernement doit composer une équipe où LR veut garder sa place, notamment avec Bruno Retailleau, tandis que d'autres refusent d'y aller.

À la fois girondin et bonapartiste – ce qui ne l'a pas empêché de signer un livre sur son compatriote palois Henri IV –, centriste et révolutionnaire, patriote et européen, il a depuis longtemps été amené à considé-

rer que l'on ne ferait appel à lui qu'en désespoir de cause. Sûr de ses compétences, il veut voir plus loin que l'absence de majorité parlementaire et l'impasse budgétaire, considérant que sa « vocation première, c'est d'être bâtisseur et à défaut réparateur ». S'offre donc enfin à lui l'occasion de mettre en œuvre les innombrables leçons qu'il a volontiers prodiguées de son ton doctoral d'agrégé de lettres classiques. Cela alors que l'agence de notation Moody's annonce, dès le lendemain de sa nomination, qu'elle dégrade la note souveraine de la France d'un cran, soit Aa3 avec perspective stable, car « les finances publiques du pays seront

considérablement affaiblies au cours des prochaines années [en raison d'une] fragmentation politique plus susceptible d'empêcher une consolidation budgétaire significative ».

Rappelons enfin que, le 5 février, le tribunal cor-

SOMMAIRE

P. 1 : Bayrou enfin. P. 2 : Le dernier démo-chrétien. La démocratie : jeu ou enjeu ? P. 3 : – Lectures. P. 4 : La pénurie de médecins. P. 5 : Télévision. P. 6 : – Chalets de Noël. Répression contre la Coordination rurale. P. 7 : **Le maître-livre de Christine Boutin.** P. 8 : La France peut rester en Afrique. P. 9 : Mayotte. P. 10 Océan indien qui pleure, Corse qui rit. P. 11 : Cinéma : *Conclave*. P. 12 : Théâtre : *Parallèles*.

■ **Mayotte** : Le cyclone Chido a dévasté l'île de Mayotte le 14 décembre, avec des rafales de vent à plus de 220 km/heure. Selon le préfet de l'île le nombre de victimes se compterait en centaines, voire peut-être en milliers dans les bidonvilles engloutis par la boue. Il n'y a plus ni électricité ni eau potable et on assiste à des scènes de pillage. Un pont aérien a été organisé depuis la Réunion.

■ **Corse** : Le pape François, accueilli par le cardinal franciscain François-Xavier Bustillo pour la conclusion d'un « Congrès sur la religiosité populaire en Méditerranée », a passé le dimanche 15 décembre en Corse. Il a présidé une messe devant 9 000 personnes au théâtre de verdure du Casone, sur les hauteurs d'Ajaccio, et autant de personnes devant des écrans géants, notamment place Miot d'Ajaccio face à la mer. Le président macron a brièvement rencontré le Pape lors de son départ à l'aéroport.

■ **Gouvernement** : François Bayrou a été chargé, le 13 décembre, de former un nouveau gouvernement par le président Macron.

■ **Dettes** : Le 13 novembre, l'agence de notation Moody's, a abaissé la note de la France à Aa3, mettant explicitement en cause le vote de la motion de censure au Parlement pour empêcher le gouvernement de réduire le montant de la dette de l'État par une augmentation des impôts.

■ **Internet** : La Cnil, organisme de contrôle d'internet a, le 10 décembre, condamné Orange à 50 millions d'euros d'amende pour

rectionnel de Paris a relaxé François Bayrou dans l'affaire des assistants parlementaires européens, « au bénéfice du doute ». Trois jours plus tard, le parquet faisait appel; la date du nouveau procès n'a pas encore été fixée.

Jean-Gabriel Delacour

Le dernier démo-chrétien

En Italie, la Démocratie chrétienne a joué un rôle majeur dans l'après-guerre. En Allemagne, les chrétiens-démocrates de la CDU et de la SCU sont souvent portés au pouvoir et y restent longtemps, à l'exemple d'Angela Merkel. En France, le courant démocrate-chrétien s'est rarement présenté comme tel mais il a durablement marqué notre vie politique.

Le courant démocrate dans le catholicisme français remonte au Moyen-Âge mais c'est au XIX^e siècle qu'il commence à s'organiser. Ce sont les royalistes qui donnent l'impulsion. D'abord par une contestation du libéralisme économique qui prend la forme d'un néocorporatisme conçu comme auto-organisation des professions. Ensuite sous la forme législative puisque les députés légitimistes des débuts de la III^e République militent pour l'extension des lois sociales. Ainsi Albert de Mun, finalement rallié à la République, dépose des propositions de loi en faveur des syndicats professionnels, pour l'établissement d'une législation internationale du travail, sur les accidents du travail...

Une démocratie chrétienne de gauche s'orga-

nise autour de Marc Sangnier qui crée Le Sillon en 1899. Le mouvement sera condamné par le Vatican en 1910 mais Sangnier poursuivra son action avec La Jeune République. La Confédération française des travailleurs chrétiens est créée en 1919 mais la démocratie chrétienne ne participera pas à l'exercice du pouvoir sous la III^e République. C'est la Victoire de 1945 qui permettra la formation du Mouvement républicain populaire (MRP) qui jouera un rôle important sous la IV^e République. Issu de cette tendance, Jean Lecanuet défiera le général de Gaulle en 1965 et les démocrates-chrétiens continueront de participer à la représentation nationale et au gouvernement sous diverses étiquettes. Président du Mouvement démocrate (Modem) depuis 2007, François Bayrou s'inscrit dans cette tendance, minoritaire mais somme toute très porteuse.

Claudine Uzerche

La démocratie jeu ou enjeu ?

Nous avons une sorte de demi-Premier ministre car issu au forceps de la moitié du corps électoral, les tirés au sort de l'arc républicain. La flèche n'a pas atteint le milieu de la cible mais M. Bayrou, centriste, a une jambe à droite et l'autre à gauche. Les yeux aussi. J'applaudis des deux mains. La démocratie peut-elle être une pâte à modeler? Les citoyens ont entendu que le peuple ne comprenait rien et votait mal. Nous allons l'instruire et lui donner ce qu'il mérite, avançaient des don-

neurs de leçons pitoyables mais affamés de pouvoir. L'extrême centre va gouverner. L'ouverture va de soi. La démocratie reste-t-elle ce qu'elle devrait être?

Il y a eu trois blocs choisis par les électeurs et personne n'a gagné. On va en faire disparaître deux en coupant aux extrêmes et l'unique rescapé fissuré mais reconstitué sur un programme négocié va partager les manettes avec chacun des participants. Qui vont promettre sauf LFI de ne pas voter une censure par principe. Les autres s'abstenant. La Constitution va être gelée et devenir une règle non applicable! Et l'état de droit dont on nous bassine? Est-ce un jeu de bonneteau? Et qui sont les perdants car dans un jeu de cartes biaisées il y a toujours des vilains et des tricheurs?

Est-ce cela notre modèle de démocratie dont on s'enorgueillit et que l'on veut rendre universel? Nos élites minoritaires prises isolément se disputent en rejetant la faute sur l'autre et en désignant les ennemis du peuple. Personne ne veut céder et les citoyens devraient s'esbaudir en disant merci aux sauveurs payés pour cela? Si les citoyens n'approuvent pas quel est le plan B?

Seuls 50 % des électeurs ont été désignés pour faire partie de l'arc républicain sans que l'on sache qui a la légitimité d'exclure les non-sélectionnés? Quand j'étais maire-adjoint dans ma petite commune rurale je tendais la main à tout le monde et aux élus dont je connaissais le sens de leurs votes qui n'était pas le mien. Je leur parlais et on prenait des décisions collectives dans l'intérêt de

Lectures - Sélection de Noël

par Catherine PAUCHET

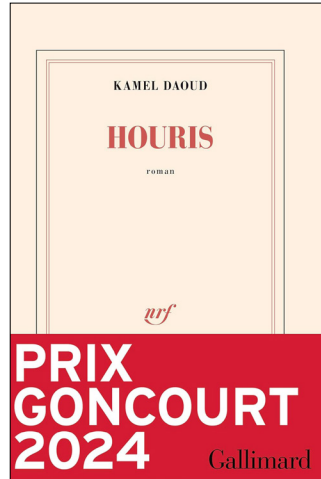
tous : pourquoi ne serait-ce pas possible dans un gouvernement de sauvegarde de l'intérêt commun ? Les bannis de la gouvernance ne sont pas des sous-citoyens. Le centriste doit tendre les bras sans tomber dans un gouvernement Benetton politique. On a besoin de personnalités fortes.

« Pour grands que soient les rois ils sont ce que nous sommes : ils peuvent se tromper comme les autres hommes » a écrit Pierre Corneille. L'intérêt général n'est pas la somme des intérêts particuliers, certains ne le savent pas.

La démocratie ce n'est pas le gouvernement d'une partie du peuple pour elle ou ses amis ou d'un clan qui apporte la lumière, surtout si l'électricité coûte cher ! En prétendant détenir la vérité. Et en trouvant des boucs émissaires par fonctions ou emplois ou confessions ou opinions ou votes. On connaît cela ailleurs dans les dictatures de toute nature. En Syrie les djihadistes maquillés en gentils arrivent au pouvoir. Nous, on coupe les cheveux en quatre dans notre cour d'école en exigeant des récompenses et en ne voyant pas ce qui est existentiel !

La démocratie est fragile. Ce n'est pas un jeu. Ni un enjeu car elle est et doit être renforcée comme les valeurs républicaines. À l'extérieur près de nous, on dérape sacrément. Prenons quelques exemples pour exorciser ce qui pourrait advenir.

Alors que l'Union Européenne veut attirer à elle tous ceux qui se réclament de la liberté, de la paix donc de la démocratie, la présidente de la commission de Bruxelles non élue a profi-



PRIX GONCOURT

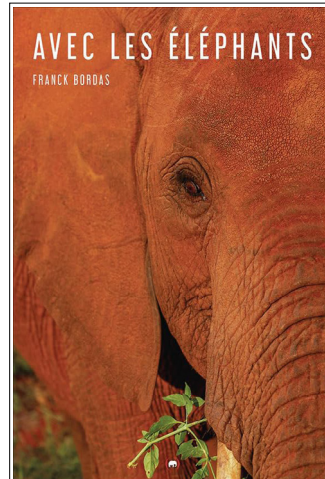
Les années sanglantes

Qui se souvient de la guerre civile dans l'Algérie des années 1990 ? Qui-conque évoque la période, est condamné à la prison par la justice algérienne. Kamel Daoud brave l'interdit en racontant le calvaire de Fajr (« Aube »).

Elle a cinq ans quand sa famille est massacrée. Seule survivante, elle est marquée à vie par une tentative d'égorgeement qui lui a laissé une cicatrice, un « sourire » hideux. Les cordes vocales sectionnées, elle ne parle plus. Pour autant elle ne se résigne pas à son statut de victime.

Elle ouvre un salon de coiffure qui ne désemplit pas, suscitant la colère de l'imam voisin. Quand son magasin est saccagé, elle prend la route pour montrer la terre de ses ancêtres à l'enfant qu'elle porte.

« Houris », Kamel Daoud, Gallimard, 416 p., 23 €.



ALBUM

Sauvez les éléphants

Il y a quarante ans, un million d'éléphants parcouraient l'Afrique. Aujourd'hui, ils ne sont plus que 350 000. Dans cet album très grand format, tout en carton, le photographe Franck Bordas dévoile leur intimité (naissance, jeux...) et décrit leur mode de vie. Le bénéfice des ventes ira à l'ONG africaine Save the Elephants qui œuvrent à leur protection.

« Avec les éléphants », Franck Bordas, Les Grandes Personnes, 24 p. + 1 rabat, 24,50 €.

BEAU LIVRE

Suivez la balle

Le golf réunit sport et nature et attire de plus en plus de pratiquants. À partir d'images satellites, le journaliste Alex Narey dévoile 34 parcours parmi les plus célèbres du monde (Fontainebleau et Terre Blanche en France).

Ce beau livre s'accompagne d'un guide trou par trou et d'anecdotes sur les plus fameuses compétitions.



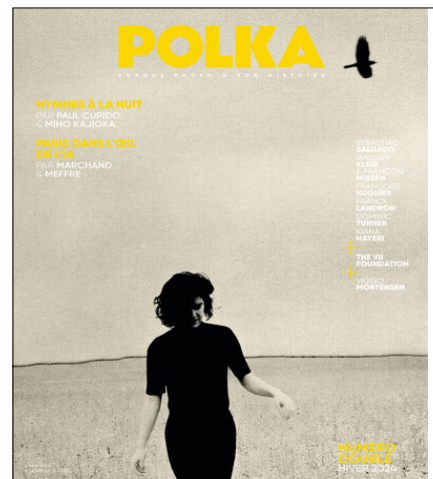
« Les plus beaux terrains de golf vus du ciel », Alex Narey, Marabout, 256 p., 39 €.

REVUE

Hymnes à la nuit

Toujours plus de reportages et de photos. La revue *Polka* fait la part belle à la poésie à travers l'objectif de Miho Kajoika et de Paul Cupido. Ombres et lumières, les deux photographes ont choisi la nuit étoilée pour donner à rêver. Autres sujets abordés : Paris recomposé par l'IA, les Afghanes dansent avec la mort, la haute couture vue par Françoise Huguiet...

Polka, numéro double, hiver 2024, 12 €. En kiosque et en librairie.



violations de l'article L. 34-5 du code des postes et communications interdisant de prospecter des internautes sans avoir recueilli leur consentement préalable. L'opérateur téléphonique a également trois mois pour mettre sa politique de « cookies » (traceurs qui permettent d'observer le comportement des consommateurs) en conformité avec l'article 82 de la loi Informatique et liberté, sous astreinte de 100 000 euros de pénalité par jour de retard. Orange conteste vivement une sanction « disproportionnée » qui n'a été précédée d'aucun avertissement sur des pratiques actuellement communes à tous les autres opérateurs.

■ **Loups :** Selon la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes, il y aurait 1 013 loups en France. 192 loups pourront être abattus lors de l'année prochaine pour tenter de stabiliser cette population. Ces chiffres sont contestés par la Fédération nationale ovine qui constate une nette augmentation des attaques de troupeaux.

■ **Télévision :** Canat+, victime de nombreux piratages des diffusions de manifestations sportives, a obtenu du tribunal judiciaire de Paris une injonction (5 décembre) aux sociétés Google, Cloudflare et Vercara (États-Unis) et à la Fondation suisse DNS Quad9, fournisseur d'adresses alternatives, de bloquer sous trois jours et jusqu'en juin 2025 l'accès à partir des territoires français de 24 plateformes pirates et de toutes autres créées ensuite.

■ **Verre :** La nouvelle Scop Duralex, environ 200 salariés à La Chapelle-Saint-Mesmin,

té des difficultés politiques internes et passagères de la France ou d'autres pays pour prétendre avoir finalisé l'accord du Mercosur. Les agriculteurs sont vent debout. M. Macron a posé un cierge en inaugurant Notre-Dame : non il n'y aura pas de signature dans ces conditions. Est-ce de la démocratie européenne ?

La Cour Constitutionnelle de Bucarest a carrément annulé le premier tour des législatives au prétexte d'ingérences étrangères par tik-tok. Le candidat roumain arrivé en tête n'est a priori – mais pour qui ? – pas conforme aux attentes plus libérales et européennes. Est-ce de la démocratie à la roumaine ?

En Géorgie la présidente franco-géorgienne refuse selon elle avec raison, d'accepter le verdict des urnes tourné vers l'Est car le projet de rapprochement avec l'Europe est reporté ou retardé. Mais il y a eu un vote. Est-ce de la démocratie à la géorgienne ?

Sauf erreur ces pays lorgnent vers les principes et valeurs de l'Union Européenne. Nous devons donc donner l'exemple sans pour autant faire la courte échelle aux extrêmes qui sont contre la république ou qui ont des idées entraînant divisions et conflits. Plus on sera efficace concrètement plus la colère s'apaisera et moins il y aura d'excès.

Si on écarte à vie de tout pouvoir des millions d'électeurs dits extrêmes peut-être un jour majoritaires seuls à force d'être méprisés, est-ce de la démocratie à la française, qui prône l'égalité et la liberté d'expression ? Attention à une abstention massive ou une rébellion face à des ir-

responsables sectaires. Et fiers de leurs tactiques !

Puisque nos méthodes conduisent au chaos modifions-les. Il est possible que l'adversaire soit de bonne foi et ait une bonne idée : pourquoi ne pas la voter ? La démocratie c'est aussi admettre que l'autre peut avoir raison. Et si l'on essayait des compromis. Reculer n'est pas abdiquer : c'est parfois nécessaire pour mieux sauter.

Tous les responsables représentatifs doivent être conviés à la table. On écoute puis on décide. Notamment d'instaurer la proportionnelle, idée fixe de M. Bayrou. La démocratie est l'union et le respect des votes, qu'ils plaisent ou non. La fracture date de 2005, quand les électeurs par référendum ont répondu non à la question sur la Constitution européenne, et qu'en 2007 les parlementaires par le traité de Lisbonne ont décidé que c'était oui. Plus tard en juillet 2024 on a subi le front républicain avec ce qui s'est passé entre les deux tours. Ces manœuvres laissent des traces. Adieu la confiance.

La démocratie n'est pas un jeu de dupes qui se termine en sentences d'exclusion. Il faut convaincre avec une large union. Les jeux de malins signent la fin. Trop d'intelligences politiciennes tuent la démocratie. Quand il n'y aura plus d'électeurs que ferons-nous ?

Christian Fremaux

La pénurie de médecins

Dans toutes les pharmacies de France, en cette fin 2024, se joue le même

« sketch ». « – Non Madame, nous ne pouvons rien vous donner pour votre rhume. Les spécialités que vous preniez les années précédentes sont désormais soumises à ordonnance ». « – Mais mon docteur a pris sa retraite sans être remplacé et je n'ai plus de médecin traitant... mon nez coule, mes bronches sont encombrées, je ne dors plus... Même au centre municipal de santé, ils n'ont plus de médecins disponibles. » « – Appelez le 15. Ils vous trouveront peut-être une place au centre municipal de santé d'une autre ville. À condition que quelqu'un puisse vous conduire là-bas en voiture... ». On sourirait presque de ce dialogue de sourds (souvent au sens propre), quand la maladie en cause n'est pas plus grave.

Il n'y a plus assez de soignants dans notre pays vieillissant. Les responsables politiques, ou plutôt les « irresponsables » ainsi que les clairement appelés Nacer Meddah, président de la troisième chambre de la Cour des comptes – alors qu'il présentait un rapport sur les études de santé à la commission des Affaires sociales du Sénat, le 11 décembre – ont été incapables de redresser la barre. Ce magistrat tentait de convaincre les parlementaires qu'il fallait enfin trancher dans la question des études de santé après quatre ans de mauvaise application d'une « réforme complexe et mal conçue » et aux ambitions non proportionnées aux moyens disponibles. Un malfaisant numerus clausus a très longtemps empêché nombre d'étudiants brillants d'entrer dans la car-

rière médicale. Son assouplissement progressif s'est fait dans des conditions absurdes, mettant sur la touche de bons élèves sous des prétextes divers relevant d'un élitisme faisant de la maîtrise des mathématiques un passage obligé, ou d'un égalitarisme social ou régional proche de l'idéologie socialiste voire wokiste, avec l'intervention de logiciens mal maîtrisés, censés rattraper des distorsions imaginaires, mais éjectant beaucoup de profils... La réforme de 2020, créait deux nouvelles filières dites « Parcours d'accès spécifique santé (PASS) » et « licence avec option accès santé (LAS) ». C'est un échec reconnu par la Conférence des doyens de médecine, mais personne n'est d'accord sur le remède.

La Cour des comptes préconise la mise en place immédiate, dès la rentrée 2026, d'une nouvelle voie unique d'accès aux études de santé. Mais qui écoute la Cour des comptes, organisme lui-même coûteux et qui n'évalue pas sa propre inefficacité? Et comment prendre des décisions énergiques quand on n'a que des gouvernements réduits à gérer les affaires courantes? Encore une année de perdue, alors qu'il faut bien 7 ans pour former un médecin de base, 10 ans pour un spécialiste!

Paul Chassard

Télévision

L'Arcom, haute autorité de l'audiovisuel, a confirmé, le 12 décembre, que les chaînes C8 et NRJ12 ne seraient pas autorisées à utiliser une des fréquences de la TNT. Leurs proprié-

taires vont donc pouvoir réitérer leur recours devant le Conseil d'État qui, dans une décision précédente, avaient jugé que c'était « trop tôt » pour examiner l'affaire, selon un raisonnement juridique imparable – comment juger d'une décision non définitive? – mais s'apparentant à un déni de justice. En effet, même si le Conseil d'État finissait par annuler les décisions de l'Arcom, il serait impossible pour les chaînes rejetées de préparer des programmes en temps utiles. D'ailleurs elles ont commencé à licencier leur personnel. Même si Cyril Hanouna clairotte que son émission « Touche pas à mon poste » (TPMP) trouvera refuge ailleurs...

D'ici là, on attend avec intérêt l'apparition de la chaîne financée par le milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, prévue dès le 1er mars (avec pour nom provisoire Réels TV), et celle que le groupe Ouest-France avec, dit-on, un soutien massif du milliardaire breton François Pinault, dont les programmes ne sont pas espérés avant le 1er septembre. L'une et l'autre chaînes, censées renforcer « le pluralisme des courants d'expression socio-culturels » au sens de la loi du 30 septembre 1986, vont avoir bien du mal à faire oublier C8 à ses quelque 9 millions de téléspectateurs revendiqués. La chaîne du populaire – mais cause principale de la sanction par l'Arcom à cause de ses dérapages verbaux – Cyril Hanouna, a engrangé déjà plus d'un million de signatures de soutien sur le site mesopinions.com.

Entretemps, le groupe dont Vincent Bolloré, le milliardaire breton à cer-

tains égards rival de François Pinault, a transmis la gestion à ses enfants, a obtenu l'approbation de ses actionnaires, le 9 décembre, pour une scission en quatre entités. Accessoirement, il a renoncé à la TNT pour ses quatre chaînes payantes. Cette dernière décision est-elle une réaction de dépit, voire une vengeance à l'égard de l'Arcom, ou une simple mesure de bonne gestion habilement préparée (cela fera économiser 20 millions d'euros par an à ces chaînes, qui misent désormais sur un système de plateformes numériques, ringardisant peut-être la TNT)? Toujours est-il que, dès ce 16 décembre, Canal+ est coté à la Bourse de Londres, s'échappant un peu plus des gendarmes et juges français du bon goût et de la bonne gestion, et vise à devenir « un des plus grands groupes média et de divertissement du monde »... Est-ce bon pour le rayonnement de la France et de sa culture? Sans doute si aucun nouveau coup d'éclat capitaliste ne vient chambouler la donne.

On se souvient que le groupe Bolloré s'était rapidement défait de son empire logistique en Afrique, en partie sous la pression de la justice française qui lui reproche d'avoir pratiqué la corruption au Togo et en Guinée, pays où des armateurs italo-suisses, talonnés par des Chinois, ont donc pris la place, ce qui n'est pas bon pour la France. Ce qu'il en sera demain de Canal+, principal financeur du cinéma français, assurément, personne ne peut le prédire.

P. C.

près d'Orléans, a obtenu, le 4 décembre, un prêt de 750 000 euros de Bpifrance complétant d'autres prêts garantis par l'État à hauteur de 3 millions d'euros.

■ **PCF** : 500 délégués du Parti communiste français, réunis dans le bâtiment emblématique de la place du Colonel Fabien à Paris le 4 décembre, ont voté à 79 % pour un plan d'action en dix points censé pallier la perte d'influence électorale du Parti.

Lobbyistes

Il y a des mots qui traînent avec eux une odeur de soufre. Ils restent associés à une conception morale, assimilés à une sorte de lutte pour le Bien et la Vertu. Ainsi en est-il des lobbys et de ceux qui agissent pour eux, les lobbyistes, un terme relativement peu utilisé en France mais regardé avec la suspicion accompagnant tout ce qui semble aller à l'encontre de ce qu'il faut croire, dire et faire.

Le lobby nous vient du Royaume-Uni, plus précisément – et cela doit être souligné – de la vie parlementaire outre-Manche. Désignant à l'origine une antichambre, un hall d'entrée, il a été appliqué, dès le XIX^e siècle, aux couloirs de la Chambre des Communes, tout comme à une salle de la Maison Blanche, les deux accessibles à tous. Concrètement, cela permettait, et permet toujours, aux représentants de groupes d'intérêt de se faire entendre auprès des décideurs politiques. En France, la situation se révèle similaire, à condition de ne pas oublier également comme ob jets d'influence les médias et les chercheurs.

En fait, les lobbys ne ressortent pas seulement de la sphère économique au sens le plus large mais aussi des groupes professionnels, des syndicats et des organisations. Il faut y inclure les fameuses ONG, les organisations non gouvernementales, généralement créditées de se trouver « du bon côté », c'est-à-dire celui de l'intérêt général ou des activités humanitaires. Dans cette perspective, on peut parler des lobbys pro-migrants ou soutiens des sans-papiers comme de ceux des think tanks et de tous les groupes de réflexion.

Alors que certains restent discrets, d'autres s'affirment tels, ce qui relève d'une transparence plutôt bienvenue. Ainsi, Nathalie Delattre, ministre sortante des Relations avec le Parlement, ancienne vigneronne et ex-sénatrice de Gironde, venue du Rhône, très engagée auprès des enfants malades ; elle n'a pas hésité, en novembre dernier, à affirmer : « *Je n'ai pas changé. Je continue fièrement à porter les couleurs de la viticulture* ».

Précy

Chalets de Noël

On ne les trouve plus seulement en Alsace, Moselle et autres lieux de l'Est de la France. Désormais les chalets de Noël ont conquis bon nombre de villes en France, à Paris, à Bordeaux, à Lyon et même à New York. Dès fin novembre, ils s'implantent dans le cœur des villes pour répandre la magie de Noël.

En Allemagne, Autriche, Belgique, Estonie et Suisse, les marchés de Noël attirent des millions de visiteurs. C'est devenu une attraction recherchée durant chaque mois de décembre. Les villes de Strasbourg, Colmar, Metz attendent chacune deux millions de visiteurs.

À partir du 24 novembre jusqu'à début janvier, chalets en bois, sapins de Noël, crèches, illuminations, feux d'artifice sont l'attraction n° 1.

Il faut remonter au XIV^e siècle en Allemagne et en Alsace pour trouver l'origine de ces festivités qui se sont étendues, à la fin du XX^e siècle, dans toute l'Europe. Et on y trouve de tout... Des décorations

de Noël aux figurines, en passant par tous les objets hétéroclites qui n'ont pas grand lien avec la nature même de l'événement. Mais qu'importe ! Ce sont des cohortes de passants, parfois venus de très loin, pour partager une atmosphère festive où se mêlent vin chaud et marrons chauds. Parfois les municipalités rajoutent des événements pour agrémenter la fête et surtout attirer plus longtemps les visiteurs.

Si Strasbourg, Colmar et autres villes alsaciennes sont à placer en tête, d'autres villes comme Metz, Reims, Nancy tentent de rivaliser. Des marées humaines qui convergent vers ces lieux festifs. Les hôtels et restaurants sont pris d'assaut. Les bus déversent leurs touristes friands de cadeaux originaux qu'ils glissent sous le sapin.

Même si les chalets de Noël se retrouvent plus dans le Nord et l'Est de l'Europe, plus au sud ce sont les santons et autres qui font la joie des touristes.

Les chalets de Noël sont devenus des must en matière de promotion touristique. Une occasion inespérée de promouvoir en plus les produits locaux.

Philippe Buron Pilâtre

Répression

Le mercredi 11 décembre, quatre syndicalistes agricoles de la Coordination rurale (CR) ont été placés en garde à vue au commissariat de Guéret (Creuse). À cet effet, ils ont été arrêtés au matin par les gendarmes alors qu'ils travaillaient sur leurs exploitations. Parmi eux figure Paul Marchon, secrétaire

général de la CR dans le département et éleveur bovin près d'Aubusson. Ces arrestations ont déclenché la colère du président départemental du syndicat, Florian Tournade, et le soutien de la Coordination rurale au plan national.

Les faits qui leur sont reprochés sont d'avoir envahi de façon quelque peu musclée les bureaux de l'Office français de la biodiversité de Guéret le 19 novembre dernier. L'un des quatre syndicalistes a été libéré le soir-même et les trois autres le lendemain, 12 décembre. Ces derniers ont été présentés à un juge et convoqués devant le tribunal le 21 mai 2025. En attendant, ils sont placés sous contrôle judiciaire mais conservent néanmoins le droit de se rendre à Guéret.

Cette situation paraît d'autant plus injuste aux yeux de la CR, que depuis le début de la nouvelle mobilisation des agriculteurs, cet automne, ce syndicat privilégie les actions spectaculaires mais non violentes et a refusé de s'en prendre aux députés ayant voté la censure du gouvernement de Michel Barnier, à la différence de la FNSEA et des Jeunes Agriculteurs, très remontés contre ces parlementaires.

Pour toutes ces raisons, la tension demeure palpable au sein du monde agricole à quelques semaines des élections de ses représentants au sein des Chambres d'agriculture.

De plus on ignore encore au moment où nous écrivons ces lignes, si Annie Genevard sera reconduite comme ministre de l'Agriculture dans le gouvernement en cours de constitution.

Jean Bongrain

LA NATION FRANÇAISE

directeur de la publication : Frédéric Aimard.

Édité par Spfc-Acip,

60, rue de Fontenay. 92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre.

TVA intracommunautaire FR21418382149.

ISSN 2967-2988 - Imprimé par nos soins.

Abonnement 1 an : **30 euros** à l'ordre de **Spfc-Acip.**

Paiement par carte bancaire :

https://www.paypal.com/webapps/billing/plans/subscribe?plan_id=P-11V44371T91610544M3CKALY

Merci de signaler aussi par mail, votre réabonnement

Paiement par virement. Rib sur demande.

frederic.aimard@gmail.com

Un maître-livre à l'usage des futurs militants politiques

En ce temps où les autobiographies autojustificatrices abondent (Angela Merkel, Boris Johnson...), le manuel d'engagement politique de Christine Boutin est sans doute plus utile à méditer pour qui chercherait à faire passer à notre pays le cap d'une de ses pires crises politiques.

Comme François Bayrou, elle avait commencé à militer dans les eaux de Jean Lecanuet et ses démocrates sociaux... Christine Boutin a annoncé son retrait de la vie politique en 2017, 40 ans après son premier mandat dans les Yvelines, comme conseillère municipale en un temps où la parité entre hommes et femmes sur les listes électorales n'était pas encore très répandue. Mère de famille, travaillant dans la communication institutionnelle, elle aura gravi tous les échelons d'une carrière d'élue : maire, conseillère générale, députée, ministre (du Logement).

Comme François Bayrou, qui a été candidat à l'élection présidentielle trois fois, elle fut candidate au poste suprême mais par deux fois, avec un score faible mais qui ne fut pas sans retombées politiques, ainsi qu'elle l'explique dans ses réflexions originales sur l'utilité des « occasions ratées ». Centriste et proche de Raymond Barre, elle portait l'étiquette UDF avant de fonder son propre parti, qui participa à la fondation de l'UMP de Jacques Chirac, mais qui continue aujourd'hui sous le nom de Via/La voie du peuple sous la houlette de Jean-Frédéric Poisson.

Ses convictions catholiques cohérentes et très affichées (contrairement au catholique François Bay-



rou, qui reste presque toujours d'une discrétion absolue sur sa foi) ont suscité incompréhensions, polémiques, rejet, voire haine, notamment de la part des lobbies qui avaient pour agenda, après la tentative ratée de la nationalisation de l'école libre en 1984, le Pacs puis le mariage homosexuel, la libéralisation à l'infini de l'avortement, la procréation médicalement assistée « pour tous », les mères porteuses, les manipulations de genre, et l'euthanasie, dans une spirale sans fin de destruction de

tous les cadres de la société. Mais bon nombre de catholiques tièdes ou dépassés ne la comprirent pas beaucoup mieux. Christine Boutin fut de tous les combats pour maintenir les valeurs familiales alors que celles-ci s'effondraient avec la démographie du pays qui était chamboulée.

Parfois Christine Boutin s'inséra dans un vaste mouvement d'opinion, avec des responsables d'Église et des hommes politiques motivés et habiles. Parfois elle dut se sentir bien seule dans son combat, tout en

n'étant pas pour rien dans le fait de mettre dans la rue – plusieurs fois – un million de personnes (chiffres vérifiés, transparence que personne n'osera imiter).

Christine Boutin a-t-elle finalement perdu sur tous ces tableaux ? C'est bien possible quand on songe à ce que sont devenues les lois dites de « bioéthique » ou qu'on regarde plus généralement la démoralisation de l'Occident avec la crise économique qui s'ensuit. L'absence de convictions profondes de la plupart des élus dits conservateurs, mais plus intéressés par le pouvoir et/ou l'argent que par la sauvegarde d'une civilisation, est en cause. Christine Boutin n'accable personne malgré les retournements de veste des uns et la soumission des autres aux idéologies du moment. Elle est sans illusions sur les hommes, fussent-ils ses alliés politiques ou même des évêques, mais sans amertume. Si son dernier livre est une sorte de testament, ce n'est pas pour se lamenter.

Au contraire, sa *Lettre ouverte à qui veut s'engager en politique* se révèle une leçon d'espérance, un véritable manuel de résilience. À ceux que le parcours, la manière d'être et de s'exprimer de Christine Boutin indisposent et surtout à ceux qui ont toujours plus ou moins manifesté à son égard une sorte de condescendance (contre la femme,

La France peut rester en Afrique

Les relations entre la France et l'Afrique ne sont pas toujours faciles à comprendre et à démêler. À moins de se satisfaire d'un définitif « l'Afrique de Papa, c'est fini » ou de tomber dans un vague tiers-mondisme récusant toute présence des anciens colonisateurs, il semble nécessaire de regarder les réalités d'aujourd'hui en esquisant des perspectives.

Bien sûr, il y a un problème, celui des informations dont on dispose. Au plus haut niveau de l'État, la volonté de se passer de la diplomatie traditionnelle en réduisant les ambassadeurs à des hauts fonctionnaires en mission temporaire n'aide pas à la connaissance profonde des pays, nécessaire pour qui veut y œuvrer ; on peut même se demander si n'est pas en train de disparaître le maillage élaboré par les conseillers politiques, militaires, économiques et culturels.

Du côté de l'information, l'espèce de course au « live » décourage la pénétration par des analyses permettant de parler d'autre chose que de l'actualité immédiate. Enfin, le grand public lui-même, ballotté par une succession de flashes et d'appels à l'aide lors de catastrophes, semble d'autant moins intéressé que la propagande woke veut développer la repentance à tout va et cultive le mythe du pauvre colonisé exploité et abêti par les anciens pouvoirs occidentaux et leurs successeurs.

la « bourgeoise », etc.), ce livre – s'ils le lisaient – pourrait être une sorte de révélation. Et même ceux qui la connaissent comme bourreau de travail, organisatrice hors pair, cœur toujours à l'écoute, seront surpris de découvrir ici un maître-livre nourri, pas seulement d'une longue expérience de terrain, mais aussi d'une authentique réflexion guidée par des lectures exigeantes et très variées.

La place de Dieu dans sa vie, qui donne sans doute la clef de son engagement, a été reléguée au dernier chapitre d'un livre qui s'adresse à tous ceux qui veulent servir la France. Les dossiers y sont traités méthodiquement, sans effets oratoires, avec la volonté de montrer que des solutions sont possibles : immigration, logement, prison, défense de la langue française, dignité de la femme, droit et anthropologie.

On remarquera une formidable réflexion sur le temps qui a été particulièrement nourrie par l'expérience du confinement durant l'épidémie de covid et qui débouche sur une réflexion sur l'État. N'en retenons, ici en conclusion pour les lecteurs de *La Nation Française*, que cet aspect historique :

« Depuis le premier roi capétien jusqu'à nos derniers présidents de la République, la France s'est construite autour de son État. [...] les institutions de l'ancienne France étaient toutes liées au temps long, à commencer par la famille royale. Dans une société, les relations humaines et politiques sont toujours très

fragiles. Il faut les protéger par de la stabilité. La monarchie apportait une certaine forme de sécurité. Elle n'évitait pas les crises, les guerres, les assassinats, les erreurs lourdes, etc. C'est la condition humaine. Mais elle offrait une continuité. Après la Révolution, la France a essayé de revivre malgré les horreurs de la Terreur. Nos institutions ont eu beaucoup de mal à se stabiliser : deux Empires, trois rois, cinq Républiques... Beaucoup de gens estiment que les Français portent encore de façon douloureuse la décapitation de Louis XVI. C'est étonnant. Mais c'est un signe.

Le peuple demande la sécurité que donne la continuité. La royauté reposait sur l'enchaînement des générations, donc sur une continuité familiale humainement très proche de ce que vivaient les gens. Bien sûr, il y a eu de grands monarques et d'autres médiocres, mais c'était des institutions pétries par les hommes, qui faisaient reposer l'espoir et l'avenir sur la naissance des enfants. La royauté appartient aujourd'hui au passé, cela n'empêche pas de tirer quelques leçons des points d'appui solides de sa longue histoire. Pour le reste, quand on voit ce que les critiques révolutionnaires reprochaient à la monarchie française finissante : la corruption, la manipulation, l'écrasement des plus petits, on est bien forcé de constater que c'est la même chose aujourd'hui. »

Frédéric Aimard

■ **Russie** : On a appris le 12 décembre que Mikhaïl Chatski, ingénieur russe qui a perfectionné les missiles de croisière Kh-59 et Kh-69 et les drones militaires grâce à l'intelligence artificielle, a été abattu dans un parc forestier près de Moscou. Les services secrets ukrainiens sont suspectés.

■ **États-Unis** : Brian Thomson, 50 ans, patron de UnitedHealthcare, premier assureur santé des États-Unis, a été assassiné le 4 décembre devant un hôtel de Manhattan, par Miogi Mangione, un homme de 26 ans, qui a été arrêté le 9 décembre. Selon les premiers éléments de l'enquête le mobile serait la vengeance contre le système d'assurance sociale américain.

■ **États-Unis** : Meta et Amazon ont annoncé chacun donner 1 million de dollars pour financer les cérémonies de l'investiture de Donald Trump.

■ **États-Unis** : Les indices boursiers n'ont jamais été aussi hauts. Le Nasdaq a franchi la barre des 20 000 points. Le président élu s'est rendu, le 11 décembre, à Wall Street pour y faire sonner la cloche d'ouverture.

■ **Syrie** : Les islamistes, nouveaux maîtres de Damas, ont promis, le 8 décembre, de mettre fin à la production industrielle du captagon, cette drogue de synthèse, dite « la cocaïne du pauvre », et qui a fait la fortune du clan Assad. Une mission diplomatique française, la première depuis 12 ans, s'est rendue à Damas le 17 décembre. Des milliers de réfugiés syriens quittent la Turquie chaque jour pour rejoindre leurs

Certes, il reste des sources de connaissance fines ne craignant pas la complexité. Elles se situent au niveau des militaires (malgré les retraits de troupes), des services de renseignement (quand ils en ont les moyens financiers et humains), de certaines grandes entreprises (lorsqu'elles ne sacrifient pas tout à la rentabilité immédiate assortie de la corruption) et de quelques organisations humanitaires (si elles ne succombent pas à la « *décolonisation* » des esprits).

Un certain défaitisme de la pensée se manifeste justement. Certes, il n'est pas glorieux de se voir mis à la porte d'États dont on a plus ou moins assuré l'existence. Mais l'établissement de nouvelles bases étrangères (chinoises, russes et turques notamment) pourrait servir d'incitation, surtout lorsqu'on dispose d'un solide bagage humain et culturel sur ces pays, ainsi que d'une expérience plus que centenaire. Évidemment, l'époque des grands explorateurs et des bâtisseurs d'empires est dépassée, mais il y a encore des champs d'intervention importants à parcourir avec les acteurs locaux, pour peu qu'on favorise leur maintien sur place en ne cédant pas à la folie immigrationniste. À ce sujet, il faudrait aussi mener, avec les populations concernées, des actions non seulement contre les nouveaux négriers mais aussi contre les gouvernements repoussant sans pitié dans le désert ceux qui veulent aller en Europe ou même, simplement, plus loin que chez eux.

Même si l'on ne croit plus au devoir moral envers les peuples auxquels nous avons été liés et si

l'on a perdu le sens d'une France rayonnant au-delà d'elle-même, on peut proposer aux Africains une coopération sans qu'ils se sentent dépossédés de leur souveraineté et dépouillés de leur dignité.

Jean Étèvenaux

Mayotte

La gravité de la crise qui frappe le département de Mayotte appelle à une mobilisation de solidarité d'ampleur. La légitimité du Carrefour des Acteurs (CAS) à intervenir tient à sa présence sur le terrain depuis des années à travers la présence sur place de l'association Mayesha Espoir que préside Araf Mbae, administratrice du CAS. La notoriété de Mayesha Espoir qui coordonne l'activité d'un réseau de coopératives à Mayotte, sa réactivité et son implantation nous ont conduit à lui confier la gestion des dons qui résulteront de cet appel. Mayesha Espoir s'est récemment illustré par l'organisation d'une représentation de coopératives mahoraises à la 5e Foire internationale de la Production Africaine à Dakar, marquant ainsi la place de ce département français dans le concert des acteurs économiques africains.

Votre soutien pourra se matérialiser au moyen du RIB ci-joint les fonds étant prioritairement destinés à l'aide au logement et aux secours de première urgence (eau, sécurisation des jeunes, soutien aux familles...) sous la direction du bureau de l'association. Mayesha Espoir Diversité est immatriculée dans

le département de l'Ar-dèche voir récépissé

À cette mobilisation est étroitement associé M.NIbrahima Bacar, président de l'amicale des anciens élus de Mayotte et délégué permanent du Partenariat Eurafricain dans l'île. Avec cet appel à la solidarité le Partenariat Eurafricain illustre son intérêt pour la France d'Outre Mer marqué le 17 juillet par une remarquable conférence relayée par la revue ECO AUSTRAL - <https://ecoaustral.com> - suivie d'une rencontre au siège de la délégation Mayotte.

Merci par avance à tous les médias, réseaux et associations qui relayeront cet appel. Pour tous renseignements complémentaires :

dircas@cas-france.org

provinces d'origine malgré les incertitudes politiques et économiques.

■ **Allemagne :** La Bundesbank a abaissé, le 13 décembre, ses prévisions de croissances pour 2025 et 2026. Elle table sur 0,2 % puis 0,8 % au lieu de 1,1 % et 1,4 % précédemment.

■ **Corée du Sud :** La destitution du président Yoon Suk Yeol, coupable d'avoir tenté de proclamer, dans la nuit du 3 au 4 décembre, une loi martiale sans raison valable au cours d'un conflit avec le Parlement à propos du Budget, a été votée le 14 décembre par 204 voix contre 85, 3 abstentions et 8 bulletins invalides. Le président s'est retiré, le Premier ministre assure l'intérim pour 8 mois maximum. Le Conseil constitutionnel, actuellement composé de 6 membres, examine la validité de cette procédure.

Le ministre de la Défense, considéré comme l'instigateur de cette loi martiale, a été arrêté.

■ **Géorgie :** Le 14 décembre, le collège électoral au Parlement a désigné, par 224 voix sur 225 exprimés, l'ancien footballeur Mikhaïl Kavelachvili, 53 ans, réputé proche des Russes, comme président pour un mandat de 5 ans. L'opposition a boycotté ce scrutin et manifesté sa colère dans la rue. La présidente Salomé Zourabichvili ne reconnaît pas cette désignation issue des législatives, selon elle truquées, de la fin octobre. La police est réputée pro-Russes. Mais l'armée est au contraire très nationaliste géorgienne...

■ **Grèce :** Pour compléter son vieux système d'artillerie de conception tchécoslovaque, la Grèce a commandé, le 15 septembre, pour plus de 600 millions d'euros de missiles à moyenne portée et de drones à Israël.

■ **Turquie :** L'entreprise Baykar – dont un des dirigeants Selçuk Bayraktar est le gendre du président turc Recep Tayyip Erdoğan – est le principal producteur mondial de « *véhicule aériens sans pilotes* » (UAV) détenant 65 % du marché. Le drone tactique TB2, qui a fait ses preuves au service de l'Azerbaïdjan contre l'Arménie et au service de l'Ukraine contre la Russie, est le drone militaire le plus exporté dans le monde. Le TB3 est désormais opérationnel depuis le porte-avions turc. Le constructeur aéronautique a commencé la production en série d'un véritable avion de combat sans pilote.

Océan indien qui pleure, Méditerranée qui rit *

par Fabrice de Chanceuil

Les périphéries, en l'occurrence les périphéries géographiques, telles que les affectionnent le pape François, ont été à la pointe de l'actualité le week-end dernier.

Tout d'abord, l'archipel de Mayotte a été durement frappé par le cyclone Chido qui a ravagé le département, avec des pointes de vent à près de 250 km/heure, ne laissant aucune chance aux frêles habitations qui n'ont pas résisté à ce déchaînement de violence. Le bilan humain est lourd, avec une centaine de morts, chiffre qui pourrait malheureusement encore augmenter dans les prochains jours. Les îles exotiques, qui font tant rêver, même si Mayotte échappait déjà à ce mirage en raison de son immigration illégale à l'origine de nombreux problèmes, peuvent subitement se transformer en un enfer incontrôlable. Il faudra sans doute plusieurs années pour restaurer l'archipel, avec peut-être l'espoir, malgré tout illusoire, de voir les bidonvilles être remplacés par des constructions plus solides et plus décentes.

Par ailleurs, la Corse a de son côté vécu un dimanche exceptionnel avec la visite du Pape François. Il s'agit d'une périphérie plus proche dont bien des Corses contesteraient cette appellation tant ils ont plutôt tendance à considérer que leur île est le centre du monde. Posant pour la troisième fois le pied sur le sol français après Strasbourg et Marseille, le déplacement pon-

tifical à Ajaccio n'était pas encore un voyage officiel en France. Celui-ci était une réponse à l'invitation du cardinal évêque de la cité impériale, François Bustillo, afin de conclure les travaux d'un congrès sur la piété populaire, telle que celle-ci s'exprime particulièrement en Corse, à travers notamment ses quelque 70 confréries mêlant religiosité, culture et activités charitables.

le Pape a littéralement donné une leçon de « saine laïcité »

Ainsi présenté, ce voyage aurait presque pu paraître anecdotique mais, après avoir entendu les propos du Pape à l'issue du congrès, il est évident que le Saint-Père était venu pour délivrer un double message, aux Corses et au-delà, grâce en particulier à la large couverture médiatique consacrée à l'événement.

Tout d'abord, François a défendu et illustré la piété populaire qui, à ses yeux, bien loin d'être une forme dépassée d'expression de la foi, constitue, au contraire, un puissant moyen d'évangélisation pour nos pays européens fortement déchristianisés. En permettant, par exemple, aux croyants, aux personnes en marge de l'Église et aux incroyants sensibles à la démarche culturelle de se retrouver ensemble derrière une statue portée en procession, la piété populaire place chacun

au même niveau avec des chances semblables d'être touchées au cœur.

Ensuite, le Pape a littéralement donné une leçon de « saine laïcité », reprenant lui-même cette formule de son prédécesseur, le Pape Benoît XVI, qui ne pouvait qu'être adressée plus spécialement à la République française. Affirmant que la foi ne saurait être une affaire privée, le Saint-Père a plaidé pour l'expression de la foi dans l'espace public, telle qu'elle se pratique en Corse. Pour lui, cette laïcité ouverte, tout en respectant la distinction entre les sphères spirituelle et temporelle, permet un dialogue entre les deux leur permettant ainsi de s'enrichir mutuellement.

De fait, à l'arrivée du pape à la cathédrale Notre-Dame de l'Assomption pour l'Angélus, plusieurs célèbres artistes originaires de l'île ont accueilli le Pape au pied des marches, l'une d'elle confiant même plus tard à un journaliste ses souvenirs de catéchisme, chose qu'ils n'auraient sans doute pas faite sur le continent. Lors de cette cérémonie, François, s'adressant au clergé de l'île mais aussi à une trentaine d'évêques français emmenés par Mgr Eric de Moulins-Beaufort, président de la Conférence des évêques de France, a insisté une nouvelle fois, tout en exprimant sa compassion pour les victimes du cyclone à Mayotte, sur la simplicité et la proximité attendus des ministres du culte, les invitant à prendre du temps pour

eux et pour les autres afin de remplir pleinement leur mission.

La messe célébrée l'après-midi à l'espace du Casone, dominé par la statue de Napoléon, a réuni une foule dense, à la fois enthousiaste et recueillie, donnant tous son sens à ce troisième dimanche de l'Avent, celui de la Joie. Le Pape s'est félicité d'avoir embrassé autant d'enfants depuis son arrivée sous les applaudissements des fidèles, les uns et les autres oubliant ou feignant d'oublier que la Corse est malheureusement autant touchée que le continent par la dénatalité, comme du reste par la déchristianisation, en dépit de la piété populaire, par la violence et par les trafics.

En retrouvant à l'aéroport le président de la République Emmanuel Macron, c'est le pape François, manifestement ravi de sa journée, qui semblait chez lui face à un président, apparaissant comme décalé et étranger dans son propre pays.

À lui de méditer les enseignements de cette journée s'il veut reprendre la main en Corse, à Mayotte et dans le reste de la France. ■

* "Réjouissez-vous avec ceux qui se réjouissent, pleurez avec ceux qui pleurent" (Saint Paul aux Romains 12.15).

La succession de François vue par le cinéma

par Dominique Decherf



Le Pape François a 88 ans le 17 décembre 2024. Il entrera en mars prochain dans la treizième année de son pontificat. Avec les 21 nouveaux cardinaux « créés » le 7 décembre, François aura nommé 110 des futurs électeurs de son successeur sur un total de 140 (six par Jean-Paul II, 24 par Benoît XVI).

Un film actuellement sur les écrans, *Conclave*, pourrait-il fournir une clé (clave) de ce à quoi pourrait ressembler le futur conclave au décès (ou à la démission qu'il a démentie) de François ? Le film est une adaptation du roman de l'écrivain britannique Robert Harris, paru en 2016, donc inspiré du conclave de 2013 mais en dépassant l'élection acquise de Bergoglio, dont le personnage est totalement absent du scénario. Au-delà de celui-ci, le débat se situait plutôt, comme on le retrouve dans le film, entre le président du conclave, personnage central du film sous les traits du remarquable acteur britannique Ralph Fiennes, plus vrai que nature, mais qui dans le roman comme dans la réalité en 2013 et aujourd'hui, est italien. Si le conclave devait se réunir dans les conditions actuelles, sa présidence reviendrait au Secrétaire d'État (depuis 2013), Pietro Parolin, diplomate achevé, ex-nonce au Venezuela, chargé par François de tous les dossiers internationaux, notamment de la guerre en Ukraine. Dans le film, le cardinal Thomas Lawrence

ne souhaite pas être élu mais il s'y résoudra pourtant au 6e tour en commettant le péché d'orgueil en allant voter pour lui-même, ce dont il sera dûment et immédiatement châtié.

Outre le cardinal Parolin qui part favori (l'adage voulant que celui qui entre au conclave papabile en ressort cardinal), d'autres hypothèses ont aujourd'hui moins de pertinence qu'en 2013. L'opposition post-conciliaire entre « progressistes » et « conservateurs », incarnés dans le film respectivement par un cardinal québécois et le patriarche de Venise, est dépassée. Le premier, Joseph Tremblay, est en partie inspiré par le cardinal Marc Ouellet, au premier plan en 2013, le second, Tedesco, est apparemment italien mais son nom cible plutôt un cardinal allemand comme le conservateur Gerhard Ludwig Müller. Ces oppositions datent de la fin de pontificat de Benoît XVI et des cardinaux qui avaient été nommés par lui, opposants plus ou moins radicaux à son successeur, parmi lesquels le cardinal américain Raymond Burke et le guinéen Robert Sarah (ce dernier atteignant 80 ans en juin 2025 perdra alors son droit de vote). Le film caricature un peu cette tension plus forte à l'époque qu'aujourd'hui. L'erreur de casting est d'avoir incarné la branche progressiste par un Américain et la branche traditionaliste par un Italien, alors que la tendance est plutôt contraire : des Américains plus conservateurs, les

Italiens plus « centristes ».

Là où en revanche le film pourrait être précurseur (comme en 2011, un autre film fameux, *Habemus Papam*, avec Michel Piccoli, avait pu anticiper la démission de Benoît XVI en 2013), c'est le rôle du cardinal Vincent Benitez, nommé in pectore par le pape défunt, c'est-à-dire en secret, parce qu'il était en mission à... Kaboul. François a profondément transformé le collège des Cardinaux en procédant à une majorité de nominations en provenance des « périphéries » du monde et de l'Église comme le dernier cardinal créé, celui d'Oulan-Bator en Mongolie, missionnaire italien.

L'interrogation dominante parmi les vaticanistes se concentre l'Afrique, thème récurrent : « un pape noir ? » ou pour les anglophones : « un pape de couleur ? ». Ce sujet est central dans la première partie du film. Un cardinal du Nigeria, Adayemi, est en passe d'atteindre la majorité requise (72 voix) quand on lui découvre une liaison de jeunesse et un enfant. Le film fait ici écho à une réelle préoccupation des cercles informés au Saint-Siège. Néanmoins l'Afrique qui compte 17 cardinaux, soit autant que les Italiens, ne semble pas disposer de personnalité vraiment reconnue, contrairement à 2013 où le cardinal ghanéen Peter Turkson était un candidat crédible.

Une autre hypothèse, que pointe dans le film le rôle joué par ce cardinal mexi-

cain venu de nulle part (Kaboul), mettrait en valeur la relation avec l'Islam. Dans le film, un attentat islamiste à Rome détruit une verrière de la chapelle Sixtine où se tient le conclave. C'est alors qu'émerge l'homme de Kaboul qui devient ainsi le meilleur candidat. En 2013, cette idée avait favorisé l'archevêque de Milan, Angelo Scola, spécialiste du monde arabe, donné un temps gagnant du vote. En 2024, ce rôle est dévolu à l'archevêque de Rabat, un salésien espagnol barbu (le dernier pape barbu remonte à Innocent XII en 1691), Cristobal Lopez Romero, qui a aussi servi une vingtaine d'années en Amérique latine.

Reste enfin le fameux « pivot vers l'Asie » : avec 25 cardinaux, soit 18 % des électeurs pour 11 % de la population catholique, l'Extrême-Orient est dit sur-représenté, mais François – l'Église – ne raisonne pas tant en nombre de baptisés qu'aux dimensions de l'Humanité. Curieusement, on ne rencontre aucun Asiatique dans le film. L'un des papabile de 2013 était pourtant le cardinal philippin Luis Antonio Tagle, alors écarté vraisemblablement pour sa jeunesse (55 ans) ; il en a aujourd'hui 68 et à la Curie romaine depuis 2019. Outre que son étoile personnelle a pâli, les Philippines, qui recensent le plus grand

nombre en termes de baptisés, ne sont sans doute pas aussi stratégiques si l'on pense d'abord à la Chine.

Un autre Asiatique est mis en avant qui « pourrait causer la surprise », locution dont les médias sont friands : le cardinal coréen You (Lazarus You Heung-Sik), 73 ans, évêque de Daejeon de 2005 à 2021, promu à Rome Préfet de la Congrégation du Clergé. L'impassibilité et le sourire font penser à l'ancien secrétaire général coréen de l'ONU Ban Ki-Moon. Ayant effectué des missions en Corée du Nord, You pourrait être le pontife le plus approprié à la décennie qui vient, entre Trump, Xi Jinping et Kim Jong-un.

2013 fut la dernière année où les Européens eurent la majorité au sein du Sacré Collège. Ils ne sont plus que 39 %, mais encore 52 % si l'on ajoute les Nord-américains, en bref les « Blancs ». Le « Sud global » devrait atteindre la majorité en 2025 (14 cardinaux devraient atteindre l'âge fatidique de 80 ans en 2025, essentiellement Européens).

Ultime interrogation, bien vue dans le film : quel nom prendrait le nouveau pape ? Une série italienne populaire en 2016, *The Young Pope*, incarné par Jude Law, avait fait remonter celui de Pie, Pie XIII. L'acteur principal de *Conclave*, présidant le conclave et succombant in extremis à la tentation, en dépit de ses doutes profonds, aurait choisi de continuer le pape défunt, sous le nom de Jean XXIV. L' élu venu de Kaboul choisit Innocent, donc Innocent XIV, le dernier pape Innocent, le treizième, remonte à 1721. Personne n'a cité François II. Le pape actuel ne s'est d'ailleurs pas donné de millésime. ■

Parallèles « Une anti-comédie romantique touchante et cynique »

(Corse-Matin)

Le voyage du Pape en Corse, dimanche dernier, a été l'occasion de mettre en valeur dans les médias métropolitains, divers aspects de la culture corse... C'est peut-être pour les Parisiens le moment de découvrir la compagnie Spirale-Grace Casta, basée en Haute Corse, et son metteur en scène Alexandre Oppecini qui, après Avignon, Corte, Ajaccio, Carghese et Bonifacio donnent actuellement leur beau spectacle à Paris avant de repartir en tournée...

Sur la scène, deux bancs. Elle et Lui descendent chacun leur escalier, s'arrêtent, se regardent dans les yeux. Une rencontre ? Peut-être...

Lui est un comptable effacé à qui son patron a demandé de travailler le week end, Elle est une bringueuse assumée dont un plan cul tarde à se concrétiser, ils se dirigent vers la même pendaison de crémaillère, se rencontrent sur le palier...

Les Parallèles est une comédie romantique pleine de grâce. La pièce commence comme un duo de clowns, Elle serait le Clown Blanc, Lui serait l'Auguste. Plus tard, Alexandre Oppecini emmènera ses personnages à travers la ville, plus tard encore il installera une tension très sensuelle.

Les Parallèles est une pièce fine et savoureuse, que j'ai appréciée bien au delà de son argument classique de comédie romantique. Alexandre Oppecini, qui en signe le texte et la mise en scène, trace chacun de ses personnages avec affection, on est touché de leurs défauts qui sont au fond les nôtres, juste un peu exacerbés. Un texte plein d'humour, un humour qui ne se moque pas, qui alterne premier et second degré, qui fourmille de punch lines.

Sur scène, Benjamin Wangermée est magnifique. On sent qu'il s'est approprié une direction d'acteur au cordeau, qu'il s'amuse en donnant le texte tout autant que le sous texte, ses émotions emportent le spectateur.

Face à lui, Marie-Pierre Nouveau donne de belles nuances au fil de la déconstruction d'un personnage qui découvrira que l'emporte-pièce n'est pas la solution à tout.

Il y a deux types de comédies romantiques. Celles qu'on voit une fois, pour se distraire et passer le temps, et celles qu'on pourrait voir et revoir parce que, même si on connaît la fin, on a envie d'en savourer encore une fois les nuances et les moments épiques.

Allez voir *Les Parallèles*. Vous

passerez un bon moment, vous en sortirez en ayant envie d'y retourner.

**Guillaume d'Azémar
de Fabrègues**



À La Scala Paris jusqu'au 27 mars 2025. Horaires sur le site du théâtre. Durée : 1h10. Texte : Alexandre Oppecini. Mise en scène : Alexandre Oppecini. Avec : Marie Pierre Nouveau, Benjamin Wangermée. Compagnie : Grace Casta – La Compagnie Spirale. Visuel : Théo Martin.